



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 septembre 2021



Combattre la COVID-19 et construire un avenir meilleur dans les pays du Sud

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des recherches de haute qualité dans les pays en développement, partage ses connaissances avec les chercheurs et les décideurs afin d'en accroître l'adoption et l'utilisation, et mobilise des alliances mondiales pour bâtir un monde plus durable et inclusif.

Dans le cadre des activités du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le CRDI soutient et finance la recherche et l'innovation dans les régions en développement, et avec celles-ci, pour impulser le changement à l'échelle mondiale. Nous investissons dans la recherche afin de fournir des données, d'éclairer les décisions et de créer des possibilités qui favorisent un monde inclusif et durable.

À moins d'indication contraire, toutes les sommes mentionnées dans ce rapport financier trimestriel sont en dollars canadiens.

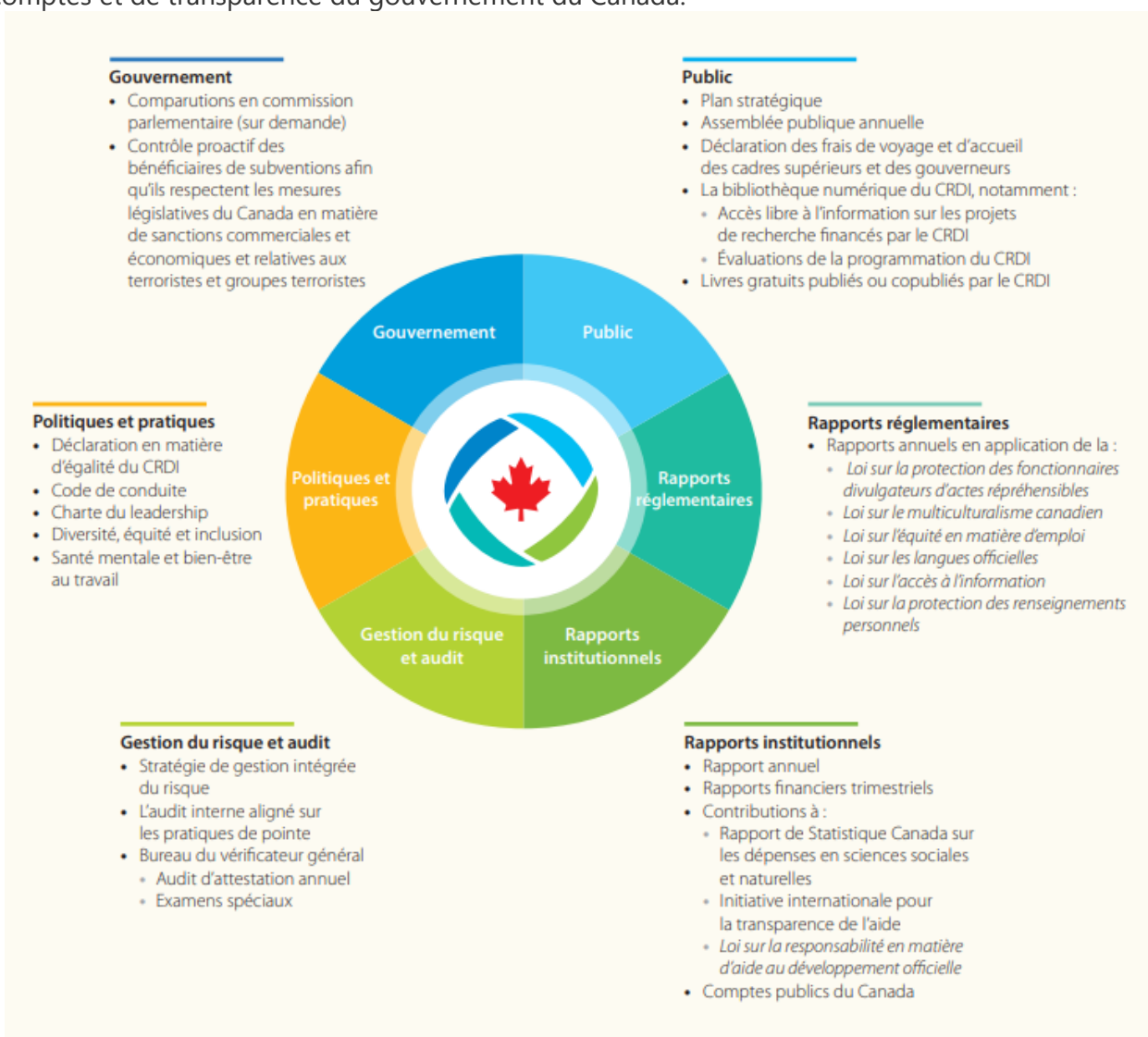
Table des matières

L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes	5
Introduction au rapport financier trimestriel	7
Analyse de la direction	9
Faits saillants de la direction	9
Mise à jour des risques	10
Aperçu de la situation financière	11
Mise à jour sur le rendement	11
Autres indicateurs financiers d'importance	18
Rendement réel par rapport au budget	18
États financiers intermédiaires résumés, non audités	21
Déclaration de responsabilité de la direction	21
État intermédiaire résumé de la situation financière	23
État intermédiaire résumé du résultat global	24
État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	25
État intermédiaire résumé des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires	27
Nous joindre	33

L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes

Le CRDI est un organisme qui s'emploie à la transparence en fournissant des renseignements sur son site Web, dans ses publications, dans ses rapports au Parlement et mène des programmes de sensibilisation du public. En tant qu'organisme de recherche, le CRDI maintient la transparence avec ses chercheurs et la population en rendant publics les résultats de ses projets, études, articles et autres documents.

Voici quelques-unes des mesures qui aident le Centre à respecter les normes de reddition de comptes et de transparence du gouvernement du Canada.



Introduction au rapport financier trimestriel

Le Parlement du Canada a créé en 1970 le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) dans le but de promouvoir et de faciliter la recherche sur les défis auxquels font face les régions du monde à revenu faible ou intermédiaire. Notre travail est axé sur l'autonomisation et la mise en pratique des connaissances scientifiques, techniques et autres pour aider les pays en développement.

Depuis sa création, le CRDI a déterminé et relevé des défis cruciaux en matière de développement, et s'est efforcé d'aider les chercheurs des régions en développement à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leur communauté et leur pays. Depuis ses cinq bureaux régionaux dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et son siège à Ottawa, le CRDI a aidé à combler le fossé numérique, à mettre en œuvre le programme du Sommet de la Terre du Canada, à résoudre les crises alimentaires mondiales, à assurer la transition démocratique dans les économies émergentes et à mettre fin à une épidémie dévastatrice d'Ebola.

La *Stratégie 2030* fait valoir une vision pour aider à bâtir un monde plus durable et inclusif, et prévoit la mission suivante pour le Centre : être un chef de file de la recherche pour le développement, en investissant dans la recherche et l'innovation de haute qualité, en partageant les connaissances et en tissant des alliances pour des sociétés plus durables, plus prospères et plus inclusives.

Dans la partie « Analyse de la direction » du présent document, vous trouverez les résultats financiers du Centre et l'évolution de sa situation au cours du deuxième trimestre de l'exercice qui a pris fin le 30 septembre 2021. Le présent rapport a été préparé conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34) et à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables. Les états financiers intermédiaires résumés que vous trouverez dans le présent rapport n'ont pas été vérifiés.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande que ce rapport soit lu conjointement avec *l'analyse de la direction et les états financiers 2020-2021*. L'information et les divulgations contenues dans *l'analyse de la direction et les états financiers 2020-2021* continuent de s'appliquer, sauf indication contraire.

La direction est responsable de la préparation du présent rapport, qui a été approuvé le 22 novembre 2021 par le comité des finances et de l'audit du conseil des gouverneurs.

Analyse de la direction

Faits saillants de la direction

La direction se concentre sur des activités conformes aux priorités du Centre approuvées par le Conseil des gouverneurs. Les paragraphes ci-dessous mettent en évidence les mesures précises prises au cours du deuxième trimestre de l'exercice pour mettre en avant les priorités du Centre en 2021-2022.

Faire avancer les nouvelles orientations stratégiques établies dans la Stratégie 2030

Les divisions de programme utilisent les plans de programme de l'année en cours dans le but de commencer la planification pour 2022-2023. Voici les principaux investissements en programmation qui seront réalisés au cours du présent trimestre : des investissements dans l'approche « Une seule santé », pour combler les lacunes en matière de connaissances liées aux menaces émergentes dans les systèmes alimentaires et mieux comprendre, prévenir et endiguer les flambées épidémiques; des investissements pour faire progresser l'analyse sexospécifique et le leadership féminin dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM); et des investissements visant à favoriser la mise à l'échelle d'innovations liées à l'économie des soins.

Le Centre s'associe aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pour soutenir les efforts de recherche sur la santé et le bien-être économique des femmes qui sont déployés par le Canada et les pays en développement dans le contexte de la reprise économique mondiale à la suite de la pandémie de COVID-19. Les contributions financières des IRSC et du CRSH seront versées au CRDI sous la forme de transferts de crédits parlementaires à partir de 2021-2022 et jusqu'en 2024-2025.

Mener une action de rayonnement stratégique et de mobilisation qui positionne le Centre en tant que rassembleur et source principale de connaissances en matière de développement

Nous avons continué d'organiser des réunions de sensibilisation entre le CRDI et les parlementaires pour discuter de la stratégie du CRDI et du rôle du Centre dans l'aide internationale offerte par le Canada. Le secrétaire parlementaire du ministre du Développement international a lancé le Rapport sur le développement dans le monde à l'occasion d'un événement organisé par le CRDI.

Nous avons pris des engagements stratégiques au niveau des programmes pour établir et maintenir des relations et mieux faire connaître les nouvelles orientations de la Stratégie 2030 du CRDI aux représentants non élus du gouvernement, aux bailleurs de fonds et aux principales parties prenantes de la société civile, au Canada comme dans les régions.

La mise en place des plans de partage des connaissances à l'échelle du Centre pour les changements climatiques et la COVID-19 a commencé en juin 2021. En juillet 2021, le CRDI a organisé conjointement un dialogue de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la pandémie de COVID-19 pour préparer le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires du mois de septembre 2021.

Renforcer un CRDI qui est adapté à ses objectifs, qui intègre et célèbre la diversité et l'inclusion, et qui dispose d'un personnel en bonne santé et mobilisé

Des travaux exploratoires ont été menés pour examiner différents cadres de présentation de rapports environnementaux, sociaux et de gouvernance. Nous avons demandé des propositions à des cabinets d'experts-conseils pour aider le Centre à élaborer un plan d'action, à développer et à mettre en œuvre une stratégie en matière d'environnement, de durabilité et de gouvernance, et à produire des rapports connexes.

Dans le cadre de l'engagement du Centre visant à assurer une plus grande diversité et inclusion au travail, le CRDI a noué un partenariat avec Canadian Equality Consulting pour effectuer un recensement de la diversité. Le recensement aidera le CRDI à évaluer l'état actuel de la diversité et de l'inclusion au Centre, et à cibler les aspects qui peuvent être améliorés pour garantir un milieu de travail inclusif pour tous.

Mise à jour des risques

Au CRDI, la gestion du risque fait l'objet d'une approche continue, proactive et systématique. Intégrée dans tous les domaines d'activité du Centre, la gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires et les employés du Centre, sous la supervision du Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du CRDI sont conçus pour cerner les risques pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs du Centre et pour les gérer en fonction d'un cadre convenu en matière de tolérance au risque. Enfin, la gestion du risque est appliquée de manière stratégique et appropriée afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

La section relative aux risques qui figure dans *l'analyse de la direction et les états financiers 2020-2021* décrit les principaux risques opérationnels et stratégiques du CRDI qui continuent à s'appliquer.

Aperçu de la situation financière



CHARGES

30 septembre 2021 : 104,0 millions de dollars

30 septembre 2020 : 116,0 millions de dollars

Diminution totale : 12,0 millions de dollars, soit 10,4 %.



PRODUITS

30 septembre 2021 : 100,3 millions de dollars

30 septembre 2020 : 114,1 millions de dollars

Diminution totale : 13,8 millions de dollars, soit 12,1 %.

On trouvera une analyse détaillée de ces données dans la section sur les charges et les produits ci-dessous.

Mise à jour sur le rendement

Charges

Les charges totales ont diminué d'une année à l'autre de 12,0 millions de dollars, soit 10,4 %. Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs. Pour l'exercice 2021-2022, le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de charges liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Cette nouvelle présentation est le résultat de changements visant à assurer l'alignement avec la *Stratégie 2030*. Les changements apportés au regroupement pour 2021-2022 font que : 1) les services de technologie de l'information et le bureau du vice-président de la stratégie, des régions et des politiques sont présentés sous les services généraux et administratifs; et 2) l'administration des bureaux régionaux est transférée dans le cadre du renforcement des capacités de recherche avec les autres charges des bureaux régionaux. Certains soldes ont été reclassés (voir la note 12 des états financiers).

TABLEAU 1: CHARGES

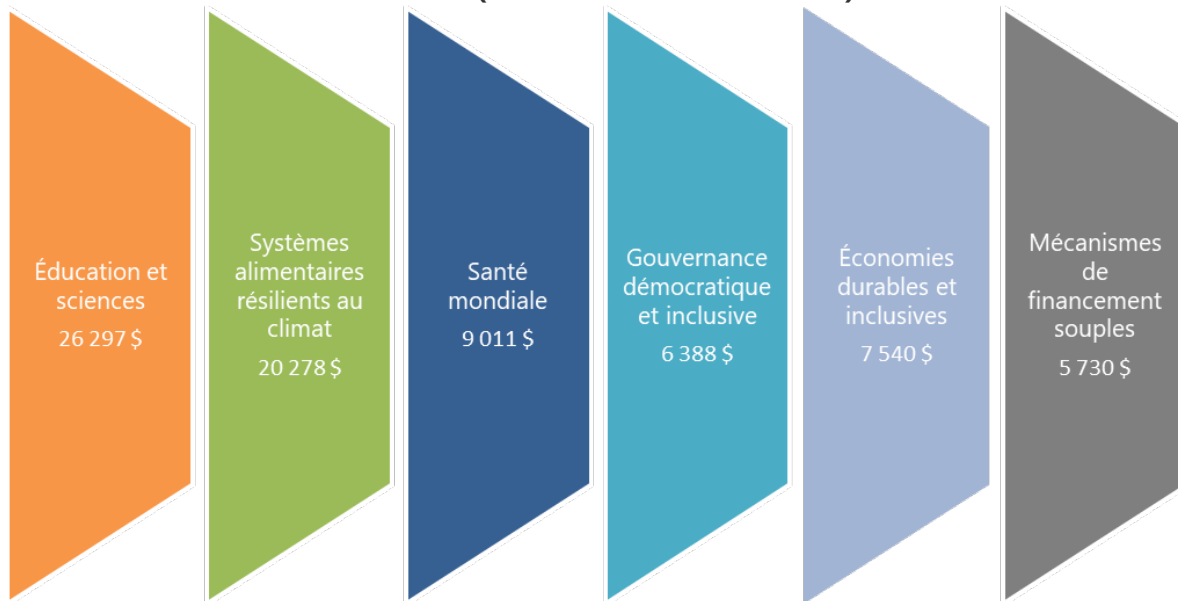
(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations			Réalisations	Réalisations		
Programmation en recherche pour le développement								
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	23 576	38 539	(14 963)	(38,8%)	42 175	58 050	(15 875)	(27,3%)
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	13 765	9 080	4 685	51,6 %	33 069	27 380	5 689	20,8%
Renforcement des capacités de recherche	8 926	10 022	(1 096)	(10,9%)	18 196	20 248	(2 052)	(10,1%)
	46 267	57 641	(11 374)	(19,7%)	93 440	105 678	(12 238)	(11,6%)
Services généraux et administratifs	4 942	4 467	475	10,6 %	10 553	10 358	195	1,9%
Total des charges	51 209	62 108	(10 899)	(17,5%)	103 993	116 036	(12 043)	(10,4%)

Les charges pour la **programmation de la recherche en développement** ont diminué de 11,6 % pour la période de 6 mois se terminant le 30 septembre 2021 pour atteindre 93,4 millions de dollars (105,7 millions de dollars en septembre 2020). Les charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire ont diminué de 27,3 % pour la période de six mois qui s'est terminée le 30 septembre 2021 (de 58,1 millions de dollars en septembre 2020 à 42,2 millions de dollars). Cette baisse est principalement due au moment des décaissements de fonds pour les projets approuvés d'intervention de recherche rapide à la COVID-19 qui ont eu lieu à cette période l'année dernière et qui étaient en dehors des schémas normaux de déboursements des projets de recherche.

Les projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 5,7 millions de dollars (de 27,4 millions de dollars à 33,1 millions de dollars). Cette augmentation est principalement attribuable à un accroissement de l'activité du Programme Partage de connaissances et d'innovations, du programme d'intelligence artificielle pour le développement (IAPD – COVID-19), et d'autres programmes. Les charges liées aux projets de recherche fluctuent d'une année à l'autre en fonction du portefeuille de projets.

La figure 1 donne un aperçu des charges totales afférentes aux projets de recherche par division de programme, y compris celles qui sont couvertes par le crédit parlementaire et les contributions de bailleurs de fonds. Les divisions de programme définies dans la *Stratégie 2030* sont les suivantes : Systèmes alimentaires résilients au climat, Santé mondiale, Éducation et sciences, Gouvernance démocratique et inclusive, et Économies inclusives. Enfin, les mécanismes de financement souples permettent de faire preuve d'innovation dans la programmation et de saisir des occasions inattendues qui font avancer les priorités du Centre.

FIGURE 1: CHARGES TOTALES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE RECHERCHE (TOUTES LES SOURCES) PAR PROGRAMME EN 2021-2022 (EN MILLIERS DE DOLLARS)



Les charges de projets de recherche pour la période 2021-2022 **s’élèvent à 75,2 millions de dollars**. Sur cette somme, 42,2 millions de dollars proviennent du crédit parlementaire et 33,0 millions de dollars proviennent des contributions de bailleurs de fonds.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** pour les six mois qui se sont terminés le 30 septembre 2021 ont été inférieures de 2,1 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l’exercice précédent. L’écart est lié à la diminution des salaires et des avantages en raison de postes vacants et au calendrier des charges d’exploitation continues.

Les charges totales pour **services généraux et administratifs**, pour les six mois s’étant terminés le 30 septembre 2021, sont comparables à la même période de l’exercice précédent.

Produits

Le financement du Centre provient surtout d’un crédit parlementaire et de contributions de bailleurs de fonds reçues en vertu d’accords de cofinancement. Le crédit parlementaire représente la source de produits la plus importante (voir la figure 2).

FIGURE 2: SOURCE DES PRODUITS

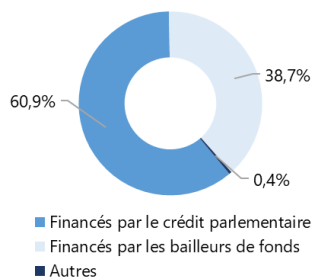
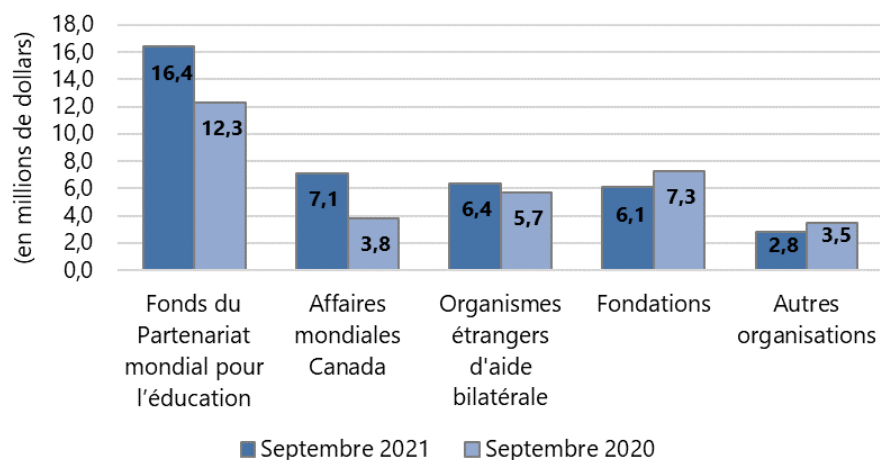


TABLEAU 2: PRODUITS

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalizations	Réalizations			Réalizations	Réalizations		
Crédit parlementaire	32 100	50 500	(18 400)	(36,4%)	61 100	81 200	(20 100)	(24,8%)
Contributions de bailleurs de fonds	16 368	11 279	5 089	45,1 %	38 847	32 639	6 208	19,0 %
Autres produits	128	180	(52)	(28,9%)	345	237	108	45,6 %
Total des produits	48 596	61 959	(13 363)	(21,6%)	100 292	114 076	(13 784)	(12,1%)

Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2021, le **crédit parlementaire** total reçu a diminué de 24,8 % pour atteindre 61,1 millions de dollars comparativement à 81,2 millions de dollars à la même période en 2020-2021 (voir le tableau 2). Le Centre a dépensé 20,1 millions de dollars de moins de la partie récurrente de son crédit parlementaire, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (voir le tableau 2). Cela est dû aux variations des besoins de financement, qui sont principalement déterminés par les charges des projets de recherche. Le montant du crédit parlementaire non récurrent était nul. Le crédit disponible pour le prélèvement à la fin de l'exercice est de 87,5 millions de dollars.

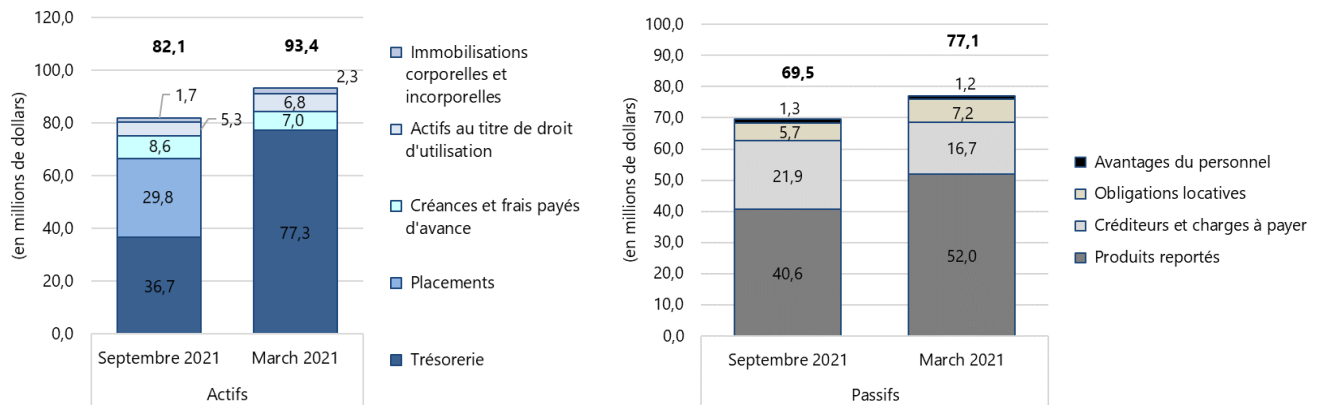
Dans les six derniers mois de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 2021, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont augmenté de 6,2 millions de dollars, soit 19,0 % par rapport à l'exercice précédent (voir tableau 2). Les contributions provenant de bailleurs de fonds sont toujours reçues à l'avance et comptabilisées comme produits quand les charges de projet afférentes sont engagées. Il faut s'attendre à des variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre, car les charges de projet (et, par conséquent, les produits) ne sont pas réparties également sur toute la durée de chaque accord de contribution conclu avec un bailleur de fonds. Veuillez consulter la partie portant sur les charges (tableau 1) pour obtenir de plus amples renseignements sur les variations entre les projets de recherche. Les sources de produits provenant des contributions des bailleurs de fonds sont indiquées en dollars à la figure 3.

FIGURE 3: PRODUITS PROVENANT DE CONTRIBUTIONS DE BAILLEURS DE FONDS

Situation financière

La situation financière du Centre est résumée dans la figure 4. En date du 30 septembre 2021, l'essentiel de l'actif était composé de trésorerie et de placements provenant du cycle de financement reçu pour les programmes financés par les bailleurs de fonds. Le passif comprend une grande partie de produits reportés, qui correspondent aux fonds reçus des bailleurs de fonds, mais non encore comptabilisés comme produits.

FIGURE 4: SOMMAIRE DES ACTIFS ET PASSIFS

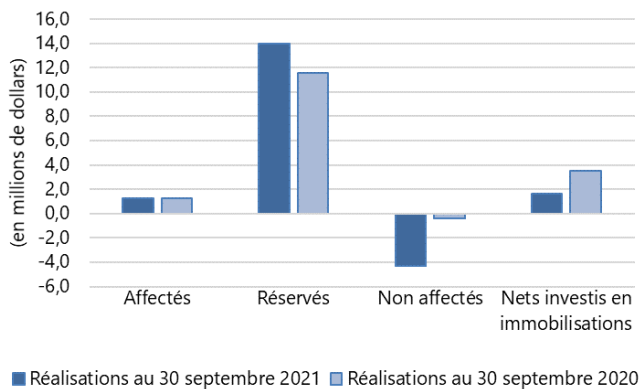


Au 30 septembre 2021, les **actifs** totaux avaient diminué de 12,1 % (passant de 93,4 millions de dollars à 82,1 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2021. Le Centre a investi les liquidités excédentaires qui ne sont pas nécessaires à court terme pour obtenir des produits supplémentaires par rapport à ceux qui peuvent être générés sur des comptes bancaires. La plupart des placements sont constitués d'obligations et de quelques certificats de placement garanti (voir la note 2 des états financiers). Les soldes de trésorerie ont principalement diminué en raison de l'achat d'investissements totalisant 29,8 millions de dollars, de sorties de fonds au profit des bénéficiaires de subventions et des employés, et d'autres fonds excédentaires provenant de crédits parlementaires et de contributions de bailleurs de fonds.

Le total des **passifs** a diminué de 9,8 % (passant de 77,1 à 69,5 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2021. Cela s'explique en bonne partie par la diminution des produits reportés à payer les projets et programmes financés par les contributions des bailleurs de fonds. Cette diminution est en partie compensée par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer. Le montant des avantages du personnel indiqué dans la figure 4 représente la partie à long terme; la partie à court terme est incluse dans les charges à payer.

Les capitaux propres du Centre se répartissent en quatre catégories : non affectés, affectés, nets investis en immobilisations, et réservés. Le montant des capitaux propres dans chacune de ces catégories est établi conformément à la politique relative aux capitaux propres du Centre.

FIGURE 5: CAPITAUX PROPRES



Les capitaux propres **affectés** sont stables à 1,3 million de dollars et représentent les fonds destinés à la bourse John G. Bene (1,2 million de dollars) et les fonds reçus pour les Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia du Canada, qui sont utilisés pour appuyer financièrement de jeunes chercheurs, en particulier des femmes, originaires du Canada, d'Inde et des Philippines, en début de carrière, au moyen de bourses et de stages (0,1 million de dollars).

Les fonds propres **réservés** sont destinés à être utilisés pour absorber les fluctuations dans le décaissement des engagements des programmes de recherche en cours, qui dépendent de la performance des bénéficiaires, et pour financer l'achat futur de biens immobiliers, d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que les investissements ou initiatives à venir. La réserve de 13,9 millions de dollars (voir la figure 5) comprend 7,5 millions de dollars mis de côté pour les améliorations locatives futures des locaux du siège social du Centre. Un montant de 5,9 millions de dollars est réservé pour absorber les fluctuations dans les décaissements à l'égard des engagements en cours pour les projets de recherche. Le solde des capitaux propres réservés est destiné à financer des initiatives.

Le solde négatif de 4,3 millions de dollars en capitaux propres **non affectés** (se reporter à la figure 5) correspond au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde reflète tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les produits et les charges. Le montant négatif a été compensé par les capitaux propres réservés et devrait se résorber d'ici la fin du prochain trimestre financier.

Les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 1,7 million de dollars, excluent les capitaux propres qui représentent les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Le solde diminue d'un exercice à l'autre, car la valeur de l'amortissement dépasse celle des acquisitions d'immobilisations. Cette catégorie de capitaux correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'État intermédiaire résumé de la situation financière. Les capitaux propres nets investis en immobilisations sont ventilés par type d'immobilisation dans le tableau 3.

TABLEAU 3: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Septembre 2021
Améliorations locatives	1 139
Matériel informatique	349
Logiciels	71
Mobilier, matériel de bureau et véhicules	82
Systèmes de communication	23
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	1 664

Flux de trésoreries

Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2021, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie de 9,0 millions de dollars (se reporter au tableau 4). Cette diminution des liquidités s'explique par les sorties de fonds au profit des bénéficiaires de subventions, des employés et autres. Pour de plus amples renseignements sur chaque catégorie (rentrées et sorties), veuillez consulter l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie du présent rapport.

Les flux de trésorerie utilisés dans les **activités d'investissement** pour les six mois se terminant le 30 septembre 2021 étaient de 29,9 millions de dollars et sont entièrement liés aux investissements qui ont été réalisés au cours du premier trimestre de l'exercice.

L'essentiel des liquidités et investissements dont le Centre disposait au 30 septembre 2021 provient des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la note 6 des états financiers).

TABLEAU 4: SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

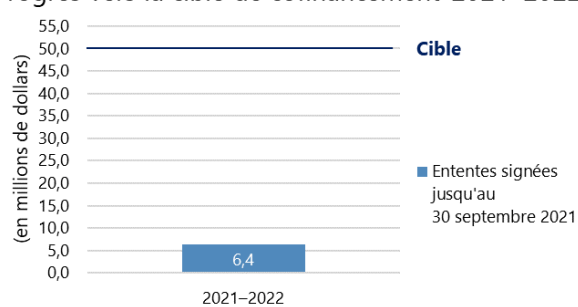
(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Variation en \$	Variation en %
	Réalisations 2021	Réalisations 2020		
Entrées	87 338	93 855	(6 517)	(6,9%)
Sorties	(96 363)	(110 299)	13 936	12,6 %
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(9 025)	(16 444)	7 419	45,1 %
Achat de placements	(29 866)	-	(29 866)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(225)	225	100,0 %
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(29 866)	(225)	(29 641)	-
Paiement des obligations locatives et intérêts payés sur les obligations locatives	(1 673)	(1 710)	37	2,2 %
Sorties de fonds liées aux activités de financement	(1 673)	(1 710)	37	2,2 %
Diminution de la trésorerie	(40 564)	(18 379)	(22 185)	(120,7%)
Trésorerie au début de la période	77 262	82 380	(5 118)	(6,2%)
Trésorerie à la fin de la période	36 698	64 001	(27 303)	(42,7%)

Autres indicateurs financiers d'importance

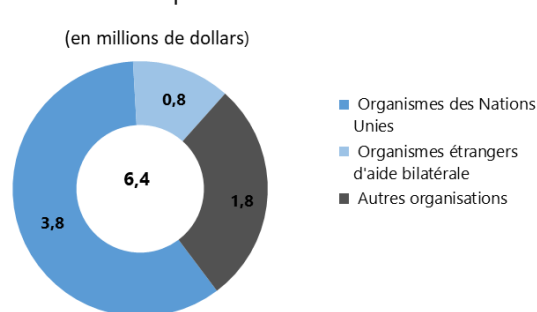
Depuis le 1er avril 2021, de nouveaux accords de cofinancement dont la valeur s'élève à 6,4 millions de dollars ont été conclus (se reporter à la figure 6). La direction travaille activement sur des ententes de cofinancement supplémentaires qui devraient être conclues d'ici la fin de l'exercice

FIGURE 6: ACCORDS DE COFINANCEMENT

Progrès vers la cible de cofinancement 2021–2022



Accords de cofinancement par type de bailleurs de fonds pour 2021–2022



En date du 30 septembre 2021, le Centre s'est engagé à verser un montant total de 204,2 millions de dollars pour la réalisation d'activités de programmes de recherche pour le développement. On prévoit que la totalité de ces fonds sera versée au cours des cinq prochaines années. De cette somme, 116,2 millions de dollars devraient provenir du crédit parlementaire et 88,0 millions de dollars de bailleurs de fonds. Le tableau 5 ci-dessous présente un aperçu des engagements en cours par programme. Les informations sur les charges actuelles des projets dans chacun des programmes figurent sous la rubrique Charges dans la section Mise à jour sur le rendement, ci-dessus.

TABLEAU 5: ENGAGEMENTS EN COURS À L'ÉGARD DE PROJETS DE RECHERCHE PAR PROGRAMME

(en milliers de dollars)	Septembre 2021
Éducation et sciences	81 810
Systèmes alimentaires résilients au climat	48 004
Santé mondiale	26 487
Économies durables et inclusives	19 142
Gouvernance démocratique et inclusive	18 779
Mécanismes de financement souples	9 961
Total	204 183

Rendement réel par rapport au budget

Aucun autre changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication de *l'analyse de la direction et des états financiers 2020-2021* sur le site Internet du Centre.

Dans la *Stratégie 2030*, le Centre s'est engagé à s'adapter aux besoins. La direction continue d'organiser et de mener des activités qui favorisent l'atteinte des objectifs de la *Stratégie 2030*, tout en garantissant

une utilisation efficace des ressources financières afin qu'elles aient des retombées et qu'elles créent de la valeur ajoutée.

Le Centre continue de se concentrer sur la santé, la sûreté et la sécurité de ses employés, qui continuent de travailler à distance. Des plans de reprise du travail dans tous les bureaux seront mis en œuvre, conformément aux directives des responsables de la santé et du gouvernement.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2021-2022 avant le début de l'exercice. Les activités du Centre sont assujetties aux fluctuations saisonnières et peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Le tableau 6 présente les perspectives financières et donne un aperçu des produits et des charges pour la période se terminant le 30 septembre 2021 et l'exercice 2021-2022.

TABLEAU 6: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2021				2021-2022
	Budget	Réalisations	Écart	Écart en %	Budget
Éléments de l'état du résultat global					
Charges					
Programation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	45 154	42 175	2 979	6,6%	95 776
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	37 355	33 069	4 287	11,5%	69 891
Renforcement des capacités de recherche	21 718	18 196	3 522	16,2%	45 609
Services généraux et administratifs	11 145	10 553	592	5,3%	21 976
	115 372	103 993	11 380	9,9%	233 252
Produits					
Crédit parlementaire	70 900	61 100	(9 800)	(13,8%)	148 611
Contributions des bailleurs de fonds	44 883	38 847	(6 036)	(13,4%)	85 209
Autres produits	136	345	208	152,9%	384
	115 920	100 292	(15 628)	(13,5%)	234 204
Résultats d'exploitation nets	547	(3 701)	(4 248)	(776,1%)	952

Charges réelles par rapport au budget – mise à jour

Les **charges liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire** ont été inférieures de 3,0 millions de dollars à celles prévues au budget depuis le début de l'exercice. Les **charges liées aux projets de recherche financés par les contributions des bailleurs de fonds** a été inférieure de 4,3 millions de dollars au budget prévu pour la même période en raison de la sous-utilisation de plusieurs grands programmes, comme le Programme Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation, l'initiative des conseils subventionnaires de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne et le programme Intelligence artificielle pour le développement en Afrique. Les paiements liés aux projets de recherche sont basés sur le rendement des bénéficiaires et sur la réalisation des étapes de recherche. Le fait que des paiements n'aient pas été effectués conformément au calendrier prévu, en particulier dans le cas de programmes pluriannuels importants et complexes, reflète leur imprévisibilité inhérente.

La direction continue à évaluer régulièrement, à surveiller et à atténuer, dans la mesure du possible, les effets de la pandémie sur les bénéficiaires de subventions et l'influence qui en résulte sur les dépenses de recherche. Il pourrait être nécessaire de prolonger de nombreux projets en raison de retards dans la

recherche occasionnés par l'environnement changeant dans lequel les bénéficiaires de subventions travaillent. Les conséquences de ces retards sont prises en compte dans l'examen budgétaire semestriel.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont été inférieures de 3,5 millions de dollars aux prévisions budgétaires depuis le début de l'exercice. Cela est dû à la diminution des charges pour les salaires et les avantages, principalement en raison des postes vacants, ainsi qu'au calendrier des activités en cours.

L'écart budgétaire de 0,6 million de dollars pour les **charges afférentes aux services généraux et administratifs** est attribuable aux économies réalisées au chapitre des salaires et des avantages, aux économies découlant des licences de logiciels, et au moment où les charges de fonctionnement continu ont été engagées.

Produits réels par rapport au budget

Les **produits provenant du crédit parlementaire** ont été inférieurs de 9,8 millions de dollars à ceux prévus au budget depuis le début de l'exercice. Le Centre compte prélever des fonds du crédit parlementaire en tenant compte des charges prévues. À l'heure actuelle, le total des produits provenant du crédit parlementaire pour l'année devrait augmenter de 6,7 millions de dollars. Le Centre recevra un transfert des IRSC et du CRSH pour soutenir les efforts de recherche sur la santé et le bien-être économique des femmes qui sont déployés par le Canada et les pays en développement dans le contexte de la reprise économique mondiale à la suite de la pandémie de COVID-19.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieurs de 6,0 millions de dollars au budget. Veuillez consulter la section ci-dessus sur la mise à jour sur le rendement des charges pour obtenir plus de renseignements sur les variations entre les projets. Le Centre a été en communication régulière avec ses bailleurs de fonds.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés, conformément aux exigences de la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), et de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables (Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État; GC 5200), et aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'inexactitudes importantes. De plus, la direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

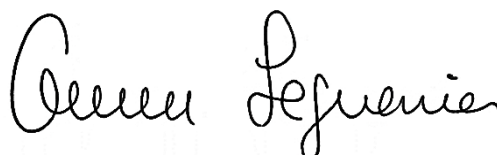
Au nom de la direction,

Le président du Centre

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

La vice-présidente, Ressources,
et chef de la direction financière

Handwritten signature of Geneviève Leguerrier in black ink.

Geneviève Leguerrier, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 22 novembre 2021

État intermédiaire résumé de la situation financière

(En milliers de dollars canadiens)

au

	<i>(non audités)</i>	<i>(audités)</i>
	30 septembre 2021	31 mars 2021
Actifs		
Courants		
Trésorerie	36 698	77 262
Placements (note 2)	2 532	—
Créances et charges payées d'avance (note 3)	8 635	6 964
	<u>47 865</u>	<u>84 226</u>
Non courants		
Placements (note 2)	27 279	—
Immobilisations corporelles	1 664	2 182
Immobilisations incorporelles	—	151
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	5 260	6 791
	<u>82 068</u>	<u>93 350</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	21 931	16 729
Obligations locatives (note 5)	3 022	2 998
Produits reportés (note 6)	33 107	45 995
	<u>58 060</u>	<u>65 722</u>
Non courants		
Produits reportés (note 6)	7 541	5 992
Avantages du personnel	1 252	1 199
Obligations locatives (note 5)	2 639	4 160
	<u>69 492</u>	<u>77 073</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(4 323)	—
Affectés	1 291	1 291
Nets investis en immobilisations	1 664	2 333
Réservés	13 944	12 653
	<u>12 576</u>	<u>16 277</u>
	<u>82 068</u>	<u>93 350</u>
Engagements (note 7)		
Éventualités (note 8)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audités - en milliers de dollars canadiens)

	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (notes 9 et 12)				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	23 576	38 539	42 175	58 050
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	13 765	9 080	33 069	27 380
Renforcement des capacités de recherche (note 12)	8 926	10 022	18 196	20 248
	<u>46 267</u>	<u>57 641</u>	<u>93 440</u>	<u>105 358</u>
Services généraux et administratifs (notes 9 et 12)	4 942	4 467	10 553	10 358
Total des charges	<u>51 209</u>	<u>62 108</u>	<u>103 993</u>	<u>116 036</u>
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (note 10)	16 368	11 279	38 847	32 639
Autres revenus	128	180	345	237
	<u>16 496</u>	<u>11 459</u>	<u>39 192</u>	<u>32 876</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(34 713)	(50 649)	(64 801)	(83 160)
Crédit parlementaire (note 11)	32 100	50 500	61 100	81 200
Résultats d'exploitation nets	<u>(2 613)</u>	<u>(149)</u>	<u>(3 701)</u>	<u>(1 960)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audités - en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>30 septembre 2020</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	—	—
Résultats d'exploitation nets	(3 701)	(1 960)
Virements nets provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	(622)	1 553
Solde à la fin de la période	<u>(4 323)</u>	<u>(407)</u>
Capitaux propres affectés		
Au début de la période	1 291	1 275
Augmentation nette	—	—
Solde à la fin de la période	<u>1 291</u>	<u>1 275</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	2 333	4 238
Diminution nette	(669)	(720)
Solde à la fin de la période	<u>1 664</u>	<u>3 518</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	12 653	12 394
Virements nets provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	1 291	(833)
Solde à la fin de la période	<u>13 944</u>	<u>11 561</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u><u>12 576</u></u>	<u><u>15 947</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audités - en milliers de dollars canadiens)

	30 septembre 2021	30 septembre 2020
Activités d'exploitation		
Entrées provenant du crédit parlementaire	64 904	72 700
Entrées provenant de contributions de bailleurs de fonds	21 280	20 198
Entrées provenant d'autres sources	1 154	957
Sorties destinées à des bénéficiaires de subventions	(66 168)	(78 763)
Sorties destinées aux employés	(22 023)	(21 729)
Sorties destinées aux fournisseurs et autres	(8 172)	(9 807)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(9 025)	(16 444)
Activités d'investissement		
Achat de placements	(29 866)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	—	(225)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(29 866)	(225)
Activités de financement		
Paiement des obligations locatives	(1 497)	(1 489)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(176)	(221)
Sorties de fonds liées aux activités de financement	(1 673)	(1 710)
Diminution de la trésorerie	(40 564)	(18 379)
Trésorerie au début de l'exercice	77 262	82 380
Trésorerie à la fin de l'exercice	36 698	64 001

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(Non audités - en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2021

1. Mode de présentation des états financiers

A) Renseignements généraux

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions et n'est pas un agent de Sa Majesté. Il a été créé en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*.

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

B) Mode de présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, ainsi qu'aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs légaux du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour certains instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens (c.-à-d. la monnaie de fonctionnement du Centre). De plus, toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars près (000 \$), sauf indication contraire.

C) Principales conventions comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

La politique comptable relative aux investissements est présentée à la note 2.

D) Jugements et estimations d'importance

Les principaux jugements et estimations d'importance utilisés dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

E) Fiscalité

Le Centre est exonéré d'impôt, en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

F) Pandémie de la COVID-19

Les incidences sur le Centre sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Au cours des six premiers mois de l'exercice, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les impacts indiqués dans les états financiers annuels.

G) Application de nouvelles normes comptables

- I. Nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont entrées en vigueur en 2021

Au cours des six premiers mois de l'exercice, aucune nouvelle norme, modification ou interprétation ayant eu une incidence sur les présents états financiers n'a été publiée par le CNCI ou le Comité d'interprétation des normes IFRS.

II. Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Modifications de la norme comptable internationale IAS 1 *Présentation des états financiers* : en janvier 2020, le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a publié des modifications à la norme IAS 1 afin de clarifier les exigences relatives au classement des passifs comme étant à court terme ou à long terme. Les modifications précisent que les conditions déjà en place à la fin de la période visée par le rapport sont celles qui seront employées pour déterminer s'il existe un droit de reporter le règlement d'un passif. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Une application anticipée est permise. Le Centre a déterminé que les modifications n'auront aucune incidence importante sur son état financier.

Des modifications ont également été apportées à la norme IAS 16 *Immobilisations corporelles* et à la norme IAS 37 *Provisions pour passif éventuel et actif éventuel*, qui ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. On ne s'attend à ce que ces modifications, qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, aient une incidence importante sur le Centre.

2. Placements

Méthodes comptables

Les investissements consistent en des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables et des échéances fixes. Le Centre détient actuellement des obligations cotées en bourse et des certificats de placement garantis qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les investissements détenus sont conformes à la politique d'investissement approuvée par le conseil d'administration. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et inclus dans le revenu de l'année.

Renseignements complémentaires

Le portefeuille de placements du Centre est constitué d'obligations canadiennes, provinciales et de sociétés dont les taux d'intérêt effectifs varient de 1,83 % à 2,47 % (taux d'intérêt nominal variant de 1,35 % à 7,35 %), et de certificats de placement garanti (CPG) dont les taux d'intérêt fixes varient de 0,5 % à 1,4 %. Les dates d'échéance des obligations varient de mars 2022 à mars 2031 et celles des CPG varient d'avril 2023 à avril 2026. Il est prévu que tous les placements soient détenus jusqu'à leur échéance.

La valeur comptable nette, mesurée au coût amorti, et la juste valeur de ces investissements sont présentées dans les tableaux suivants. Les justes valeurs des investissements peuvent être déterminées par (a) des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); (b) des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix) (niveau 2); ou (c) des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Les justes valeurs des placements du Centre ne sont pas cotées sur un marché actif, mais sont plutôt déterminées à partir des prix cotés sur un marché de gré à gré décentralisé, ce qui est considéré comme le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	30 septembre 2021
Placements courants	2 532
Placements non courants	27 279
	29 811
	30 septembre 2021
Valeur comptable nette au coût amorti	
Obligations :	
Fédéral	2 993
Provincial	12 830
Entreprise	1 988
Total des obligations	17 811
Certificats de placement garantis	12 000
	29 811
	30 septembre 2021
Juste valeur	
Obligations :	
Fédéral	2 996
Provincial	12 868
Entreprise	1 987
Total des obligations	17 851
Certificats de placement garantis	12 047
	29 898

3. Créances et charges payées d'avance

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Créances		
Contributions de bailleurs de fonds	6 228	—
Crédit parlementaire	—	3 804
Autres	1 174	1 719
	<u>7 402</u>	<u>5 523</u>
Charges payées d'avance	1 233	1 441
Total des créances et des charges payées d'avance	<u><u>8 635</u></u>	<u><u>6 964</u></u>

4. Actifs au titre du droit d'utilisation

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Coût		
Contrats de location au début de l'exercice	13 168	13 168
Acquisitions	—	—
	<u>13 168</u>	<u>13 168</u>
Amortissement cumulé		
Au début de l'exercice	(6 377)	(3 275)
Amortissement	1 531	(3 102)
	<u>(7 908)</u>	<u>(6 377)</u>
Valeur comptable nette à la fin de la période	<u><u>5 260</u></u>	<u><u>6 791</u></u>

Au cours des six premiers mois de l'exercice, le Centre a dépensé une somme de 1,3 \$ pour des contrats de location touchant des actifs de faible valeur à l'égard desquels l'exemption de comptabilisation a été appliquée. Les paiements de location liés à ces contrats sont comptabilisés en tant que charges relatives au mobilier de bureau, à l'équipement et à l'entretien dans l'état du résultat global (voir la note 9).

Le 22 juin 2021, un bail a été conclu pour les locaux du Centre en Jordanie. Le bail a commencé le 1^{er} novembre 2021 pour une durée d'un an, donc l'exemption de reconnaissance pour les baux à court terme a été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 40 \$.

Le Centre dispose également d'un bail de onze mois pour des bureaux en Inde, qui a pris effet le 1^{er} mai 2021, et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 206 \$ et le Centre a dépensé 91 \$ en frais liés à ce bail à court terme.

Le bail à Ottawa entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2022, ce qui coïncide avec la fin du bail actuel à Ottawa. Les sorties de fonds futures dans le cadre de ce bail de 15 ans s'élèvent à 24,6 millions de dollars. Le droit d'utilisation et les responsabilités correspondantes liées au bail seront établis au début du bail. Les charges d'exploitation estimées qui sont liées à ce bail sont comprises dans les engagements (voir la note 7).

5. Obligations locatives

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Au début de l'exercice	7 158	10 120
Acquisitions	—	—
Frais d'intérêts	176	420
Paiements de location	(1 673)	(3 382)
	<u>5 661</u>	<u>7 158</u>
Obligations locatives incluses dans l'état de la situation financière		
Courants	3 022	2 998
Non courants (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 271	2 637
Non courants (dans plus de cinq ans)	1 368	1 523
	<u><u>5 661</u></u>	<u><u>7 158</u></u>

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Courants	3 318	3 328
Non courants (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	2 754	3 465
Non courants (dans plus de cinq ans)	1 793	1 907
	<u>7 865</u>	<u>8 700</u>

6. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de projets de recherche pour le développement		
Courantes	33 107	45 995
Non courantes	7 541	5 992
	<u>40 648</u>	<u>51 987</u>

7. Engagements

Projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 204,2 millions de dollars (216,8 millions de dollars au 31 mars 2021) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 116,2 millions de dollars (131,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 88,0 millions de dollars (84,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
D'ici un an	112 359	106 847
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	91 824	109 969
Total des paiements à effectuer	<u>204 183</u>	<u>216 816</u>

Autre

Le Centre est tenu de respecter divers accords relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2037. Les futurs paiements à effectuer en vertu de ces engagements, au 30 septembre 2021, sont les suivants :

	<u>30 septembre 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
D'ici un an	5 776	9 985
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	10 957	8 565
Dans plus de cinq ans	18 623	19 464
Total des paiements à effectuer	<u>35 356</u>	<u>38 014</u>

Après la signature d'un nouveau bail pour des locaux du Centre à Ottawa (voir la note 4), les engagements au 30 septembre 2021 comprennent des coûts d'exploitation estimés à 25,2 millions de dollars jusqu'en 2037.

8. Éventualités

De temps à autre, le Centre peut être visé par des procédures judiciaires, des réclamations et des litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

Au 30 septembre 2021, il y avait une réclamation en cours totalisant 1,1 million de dollars, pour laquelle des provisions ont été enregistrées au passif (1,1 million de dollars au 31 mars 2021).

9. Tableau des charges

	Période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
	Programmation en recherche pour le développement			
Contributions destinées aux institutions et aux particuliers	35 648	46 573	72 372	82 977
Salaires et avantages liés aux activités de base	5 664	5 910	11 406	12 109
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés	1 404	1 566	2 919	3 030
Services professionnels	1 436	1 205	2 675	2 694
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	520	544	1 041	1 116
Locaux	510	643	1 008	1 171
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	224	283	494	569
Charges liées aux projets cofinancés	252	198	490	442
Réunions et conférences	325	7	334	44
Intérêts sur les obligations locatives	58	77	120	157
Déplacements	36	128	63	271
Autre	190	507	518	1 098
	46 267	57 641	93 440	105 678
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages	3 128	2 866	6 631	6 941
Services professionnels	571	686	1 144	1 158
Logiciels	383	165	723	460
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	245	222	490	455
Locaux	201	179	394	343
Mobilier de bureau, matériel et entretien	32	51	266	113
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	88	116	175	377
Intérêts sur les obligations locatives	28	31	56	64
Déplacements	6	9)	8	7
Autre	260	160	666	440
	4 942	4 467	10 553	10 358
Total des charges	51 209	62 108	103 993	116 036

^a Comprend tous les coûts directement liés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre des projets cofinancés. Les charges à ce titre s'élevèrent à 1 656 \$ pour le trimestre (1 764 \$ au 30 septembre 2020) et à 3 409 \$ pour la période de six mois (3 472 \$ au 30 septembre 2020). Les charges visant les capacités de recherche correspondent à la pluralité des rôles que le CRDI joue en tant qu'organisme subventionnaire de la recherche, conseiller et courtier du savoir. Cela signifie que le CRDI est un organisme subventionnaire de la recherche et qu'il renforce les capacités des bénéficiaires tout au long du processus de recherche.

10. Contributions de bailleurs de fonds

Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	Période de trois mois qui a pris fin		Période de six mois qui a pris fin	
	le 30 septembre		le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	5 765	1 131	16 361	12 338
Affaires mondiales Canada	4 189	3 872	7 121	7 265
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	1 987	158	3 873	689
Fondation Bill et Melinda Gates	2 120	1 006	3 662	3 041
Department of Health and Social Care du Royaume-Uni (DHSC)*	965	1 452	2 274	2 601
Australian Centre for International Agricultural Research	409	119	1 077	1 246
Fondation Rockefeller	56	—	927	—
Fondation William et Flora Hewlett	143	238	888	308
Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)**	51	1 383	796	2 763
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	61	979	684	999
Autres organismes bailleurs de fonds	622	941	1 184	1 389
	16 368	11 279	38 847	32 639

*anciennement connu sous le nom de United Kingdom Department of Health

**anciennement appelé Department for International Development (UK Aid)

11. Crédit parlementaire

	Période de six mois qui a pris fin	
	le 30 septembre	
	2021	2020
Crédit parlementaire annuel	148 611	141 849
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin	(29 000)	(30 700)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 septembre	(32 100)	(50 500)
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	(61 100)	(81 200)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	87 511	60 649

12. Reclassement

Le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de charges liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Cette nouvelle présentation est le résultat des changements intervenus dans l'organisation. Elle a eu une incidence sur l'état intermédiaire résumé du résultat global et le tableau des charges de la note 9.

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice en cours, le résultat net étant que 449 \$ des charges du trimestre et 943 \$ des charges du semestre liées aux charges au titre du renforcement des capacités de recherche ont été reclassés dans les charges liées aux services généraux et administratifs. Au 30 septembre 2020, les charges au titre du renforcement des capacités de recherche s'élèvent à 10 022 \$ pour le trimestre, et à 20 248 \$ pour le semestre, comparativement à 10 471 \$ et 21 191 \$ avant le reclassement. Au 30 septembre 2020, les charges liées aux services généraux et administratifs s'élèvent à 4 467 \$ pour le trimestre, et à 10 358 \$ pour le semestre, comparativement à 4 018 \$ et 9 415 \$ avant le reclassement.

Nous joindre

Siège social

ADRESSE POSTALE

C.P. 8500

Ottawa (Ontario), Canada

K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario), Canada

K1P 0B2

Téléphone : (+1) 613-236-6163

Télécopieur : (+1) 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca

Visitez la page de [Contactez-nous](#) à crdi.ca pour communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI.

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca.

crdi.ca